

Du poulet non abattu vendu dans les rôtisseries ?

Mais que fait Interpoule ?



P5

le Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Seizième année N°716 vendredi 27 janvier 2023 - 8 DH - Directeur de la publication Abdellah Chankou

Confus **DE CANARD**

La neige comme atout

P2

Le Maroc prend de bonnes résolutions face à la résolution hostile du Parlement européen

UNE AFFAIRE COUSUE DE FIL BLANC...



P6/7

Résolution anti-marocaine du Parlement européen

Quand Pedro Sanchez met Macron en porte-à-faux...

P4



Les grands profiteurs de l'ère Bouteflika face à une justice aux ordres

L'Algérie entre le garde-à-vous et la garde-à-vue



Saïd Changriha.

Abdelmadjid Tebboune.

P8



Déconfiné de Canard

Côté **BASSE-COUR**

Persistence des odeurs nauséabondes

La nouvelle décharge de Médiouna mise en cause

P3

Autodafé du coran

L'extrême-droite européenne brûle de haine...

P5

Le handball marocain a-t-il perdu la main ?

P11



LE PRÉSIDENT ALGÉRIEN AFFIRME QU'IL NE LÂCHERA PAS « LE SAHARA OCCIDENTAL QUEL QU'EN SOIT LE PRIX »

DONC, JE N'AI PAS DE PRIX

ÉVIDEMMENT, TU ES LA DERNIÈRE RELIÈVE CHIMÉRIQUE DE L'HISTOIRE

Bondali

L'entretien - à peine- fictif de la semaine

Nadia Fettah Alaoui

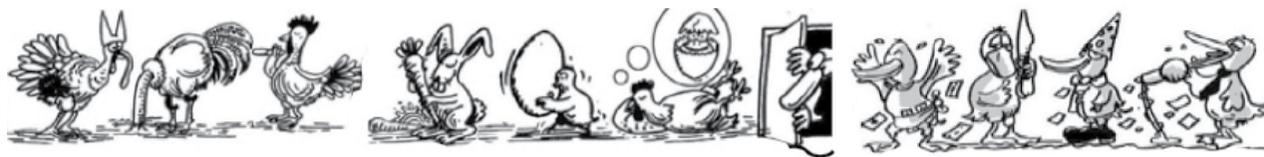
Nos pauvres roulent sur l'or en cachette

P11





Confus de CANARD



Abdellah Chankou

La neige comme atout

En contemplant les images de ces chutes impressionnantes de neige dans plusieurs contrées du pays et les mille et une souffrances que ce phénomène inflige à plusieurs milliers de populations pauvres et démunies qui gèlent à pierre fendre, il est difficile de ne pas faire cette réflexion : le sort de ces Marocains du Maroc profond, aux prises chaque hiver avec une vague de froid intense, aurait été largement meilleur si leurs régions étaient convenablement équipées en infrastructures de base. Ce qui est loin d'être le cas. Ni routes dignes de ce nom, ni bois pour se réchauffer et encore moins un plan d'urgence Orsec alors même qu'elles sont durement touchées au vu des grosses quantités de neige tombées du ciel qui ajoutent à la rudesse de leur quotidien, qui pèse déjà des tonnes en temps normal. Livrés à eux-mêmes dans l'indifférence des autorités, se débrouillant du mieux qu'ils peuvent, les habitants des trois Atlas, le grand, le moyen et l'anti, sont coupés du monde. Faute de routes praticables, ils sont assiégés. Impossible de se rendre au souk ni à l'école qui sont généralement loin du douar surtout en zone montagneuse où la survie se fige dans des séquences moyenâgeuses.

Vêtus souvent en haillons, les enfants manquent de vêtements chauds et les écoles de cantines. Comment demander à des gamins qui grelottent de froid et ont le ventre creux d'être concentrés sur leurs cours ? Le bétail souffre aussi. Beaucoup de montagnards perdent dans ce froid terrible leurs troupeaux qui constituent leurs uniques richesses dans un environnement des plus impitoyables. Mis à part quelques actions de charité sporadiques qui sont une goutte dans un océan de dénuement, les gouvernements qui se sont succédé ont pris l'habitude de ne pas se mobiliser pour ces gens-là ni déclarer l'état d'urgence dans les régions sinistrées. Face à ce phénomène très rude, les ministres restent de glace ! Seul le souverain sonne la mobilisation en donnant à chaque période de grand froid ses instructions pour venir au secours des populations rurales concernées en leur apportant victuailles, couvertures et réconfort. Du coup, les discours officiels sur le désenclavement du monde rural se fracassent sur ces images de Marocains en détresse dont les chutes de neige décuplent la souffrance. La baisse drastique des températures devient alors un révélateur de l'incurie des responsables et l'ampleur de la marginalisation dont souffre ces éternels oubliés de la croissance et des politiques publiques... Mais pourquoi recourir constamment quand il s'agit du monde rural à des solutions provisoires comme les hôpitaux de campagne ou des campagnes de distribution de couvertures avec quelques denrées alimentaires là où les décideurs politiques étaient censés agir pour désenclaver, construire des routes, faire émerger des hôpitaux en dur et créer de véritables activités génératrices de revenus ? A part le fait qu'elle est bénéfique après sa fonte pour la nappe phréatique, la neige au Maroc représente, un problème,

A part le fait qu'elle est bénéfique après sa fonte pour la nappe phréatique, la neige au Maroc représente, un problème, une contrainte, tourne au sinistre, alors que cette eau congelée est gérée ailleurs comme un attrait touristique qui produit du développement local.

une contrainte, tourne au sinistre, alors que cette eau congelée est gérée ailleurs comme un attrait touristique qui produit du développement local. Génère des emplois pour les habitants des régions enneigées via la création de stations de sport d'hiver fréquentées par les touristes locaux et étrangers. L'Oukaïmeden, dans la région de Marrakech, qui possède pourtant tous les attraits pour devenir une excellente plate-forme de ski, est handicapée curieusement par l'absence des infrastructures (hôtels, restaurants, animation et autres activités récréatives...). Idem pour Ifrane où cette richesse qu'est la neige, figée à l'état naturel, reste sous-valorisée, ce qui se traduit par un manque à gagner important pour le secteur touristique national qui aurait pu développer, à l'instar

de nombre de pays comme la France, l'Espagne et la Suisse, un tourisme hivernal de qualité. Or, le Royaume est l'un des rares pays où il est possible dans la même journée de skier (Marrakech ou Ifrane), se baigner (Agadir) et s'offrir un bain de sable (Ouarzazate). Les effets multiplicateurs de cette excursion extraordinaire sont exceptionnels, pouvant impacter directement la communauté des ruraux. Mais encore faut-il que le ministère du Tourisme avec la collaboration des acteurs régionaux se mobilise pour favoriser les investissements nécessaires (formation des jeunes paysans aux métiers du tourisme et de l'accueil, infrastructures routières et sanitaires, aérien pour le trajet Marrakech-Agadir-Ouarzazate...). Voilà de véritables plans de développement, qui épousent parfaitement la réalité du potentiel local, dont a besoin le monde rural pour sortir de son enclavement chronique et du carcan du sous-développement dans lesquels il est maintenu par des politiques publiques rudimentaires et très peu ambitieuses. Il faut cesser de regarder le monde rural avec les lunettes du passé. Les terroirs marocains dans leur diversité doivent être envisagés comme une richesse extraordinaire à valoriser et non des territoires d'assistanat durable perçus comme des fardeaux. C'est un monde qui offre,

de par ses ressources insoupçonnées, une gamme de solutions de développement et non une source permanente de problèmes et de contraintes. Le milieu rural peut se développer par ses propres activités touristiques à haute valeur ajoutée. Une partie des taxes et impôts générés pouvant servir pour le financement des projets d'infrastructures et l'amélioration des prestations. Il est grand temps de sortir de cette vision des grands axes touristiques articulée essentiellement autour des hôtels et des restaurants. Elle est réductrice et prive le Maroc de points de croissance et se traduit par un manque à gagner en termes d'emplois et de devises. Le tourisme durable, bénéfique autant pour les communautés rurales que pour l'environnement, ne doit pas seulement servir à meubler les discours. ▀



Côté **BASSE-COUR**



UNE VAGUE DE FROID FRAPPE LE MAROC

**PAPA, JE MEURS DE FROID !
ILS NE PEUVENT PAS NOUS OFFRIR
UN PEU DE RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE ?**



Vaccin anti Covid

Faut-il vraiment s'inquiéter ?



Un vaccin dont l'efficacité reste à démontrer ...

« Le gouvernement britannique a admis qu'après une double vaccination, on ne sera plus jamais en mesure d'acquiescer une immunité naturelle complète contre les variantes du Covid ou éventuellement contre tout autre virus ». Relayée par les milieux antivax, cette rumeur circule depuis la mi-décembre à grande échelle sur les réseaux sociaux. L'affirmation en question est extraite d'un rapport de surveillance du vaccin anti-covid de l'agence de sécurité sanitaire du Royaume-Uni pour la semaine 42 de 2021.

Dans leur enquête portant sur la vaccination et son efficacité en Grande-Bretagne, les experts britanniques reconnaissent que « les niveaux d'anticorps N semblent être plus faibles chez les personnes qui contractent l'infection après deux doses de vaccination ». La phrase brandie par le site France Médias Numé-

rique, réputé être un vecteur d'intox et des théories complotistes, est extraite d'un paragraphe plus général. Dans ce dernier, il est expliqué que l'évaluation de la séropositivité à l'anticorps anti-N induit une sous-estimation du nombre de la population précédemment touchée par le Covid. Et ce pour plusieurs raisons parmi lesquelles figurent « l'affaiblissement de la réponse des anticorps N au fil du temps » et l'observation d'après les données de l'agence britannique d'une faiblesse des « niveaux anticorps N chez les personnes qui contractent l'infection après deux doses de vaccins ». C'est cette affirmation, sortie de son contexte, qui aurait donné lieu à des interprétations tendancieuses ou erronées de la part des détracteurs des vaccins anti-covid. Un certain nombre d'experts, interrogés à ce sujet ont mis en lumière ce qui ressemble à une désinformation médicale.

Persistance des odeurs nauséabondes

La nouvelle décharge de Médiouna mise en cause

Malgré la fermeture de l'ancienne décharge sauvage de Médiouna et la mise en service d'une nouvelle décharge contrôlée, des odeurs nauséabondes continuent depuis début novembre à envahir les quartiers mitoyens dont celui de Bouskoura et de la Ville verte. Les riverains sont montés au créneau récemment pour exprimer leur mécontentement face à cette situation désagréable

procédé permet une meilleure maîtrise de l'impact des ordures sur l'environnement et la qualité de l'air. Une inspection dépêchée par la SDL Casa Baia sur les lieux est arrivée à cette conclusion. La décharge de Médiouna ne dégage pas de mauvaises odeurs. Circulez, il n'y a rien à sentir. Les soupçons sont dirigés vers une usine clandestine de calcination de batterie, implantée non loin de la décharge, qui commence son acti-



et néfaste pour la santé. Mais d'où viennent ces relents qui sentent très mauvais ? Nombre d'habitants accusent la nouvelle décharge de Médiouna. Ce que les élus de la ville rejettent d'un revers de la main, arguant que ces odeurs ne peuvent pas émaner de cette décharge vu que la technique utilisée est l'enfouissement des déchets et non leur calcination comme ce fut le cas pour l'ancienne décharge. En effet, l'enfouissement des débris a l'avantage de faire éviter le dégagement des odeurs grâce à leur stockage à 30 cm sous le sol. Ce

procédé permet une meilleure maîtrise de l'impact des ordures sur l'environnement et la qualité de l'air. Une inspection dépêchée par la SDL Casa Baia sur les lieux est arrivée à cette conclusion. La décharge de Médiouna ne dégage pas de mauvaises odeurs. Circulez, il n'y a rien à sentir. Les soupçons sont dirigés vers une usine clandestine de calcination de batterie, implantée non loin de la décharge, qui commence son acti-

DÉCHARGE DE MEDIOLINA : LES RIVERAINS DÉNONCENT LA PERSISTANCE DES ODEURS PESTILENTIELLES

**POUBELLE
LA VIE ?**





Côté **BASSE-COUR**



**MACRON RECOIT LE GÉNÉRAL CHANGRIHA
À L'ÉLYSÉE LOIN DES CAMÉRAS**

**POURQUOI
M'AVEZ-VOUS
CONVOQUÉ ?**

**POUR VOUS DIRE QUE
LA FRANCE A FROID ET
QU'IL NOUS FAUT DU
GAZ POUR RÉCHAUFFER
NOS RELATIONS AVEC
L'ALGÉRIE...**



Résolution anti-marocaine du Parlement européen

Quand Pedro Sanchez met Macron en porte-à-faux...



La politique marocaine de l'Espagne plus lisible que celle de la France.

Le chef du gouvernement espagnol a marqué un bon point qui a ravi les Marocains, simples citoyens et dirigeants. Pedro Sanchez, qui s'exprimait jeudi 19 janvier lors d'une conférence avec le président français Emmanuel Macron en marge du Sommet France-Espagne, tenu à Barcelone, a répondu de manière claire et directe à une question d'un journaliste posée aux deux présidents sur la résolution anti-marocaine qui venait d'être adoptée par le Parlement européen. M. Sanchez a indiqué que les députés du PSOE, la formation socialiste dont il est le patron, a évité de soutenir cette résolution dont il ne cautionne pas le contenu. M. Sanchez a enfilé ensuite son costume de président du conseil espagnol pour se féliciter de la qualité des relations maroco-espagnoles tout en annonçant la tenue début février de la rencontre de haut niveau entre les deux pays, qu'il a quali-

fié d'importante pour le renforcement de la coopération bilatérale dans de nombreux domaines. En revanche, Emmanuel Macron, que l'on sentait un brin embarrassé, a livré une réponse plus réservée. « Sans commentaire », a-t-il rétorqué, se contentant d'ajouter qu'« il est inconvenant de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays amis ». D'habitude, M. Macron qui adore s'écouter parler est plus volubile. Le locataire de l'Élysée ne trouvait-il pas les mots pour expliquer pourquoi les eurodéputés de son propre mouvement ont soutenu le texte contre le Royaume ? Cette séquence jugée inamicale, condamnée vigoureusement par le Parlement marocain et la classe politique nationale, est intervenue dans la foulée du réchauffement des relations entre le Maroc et la France. Les deux pays, qui ont perdu sous la présidence Macron leur complicité traditionnelle, vont-ils de nouveau filer le parfait désamour ?

Beurgeois GENTLEMAN

Débandade de l'abondance et érection de la Sous France (12)

Entre Dominique Voynet et Lionel Jospin, c'est une histoire non pas platonique, mais atomique. La Voynet a donné l'avoinée au trotskiste Jospin ! Ce rouge qui s'est fait ripoliner en rose pour essayer de devenir président de la République s'est fait lamentablement sortir par Le Pen au premier tour des élections présidentielles de 2002... C'était bien La Peine de se présenter pour se vautrer ainsi, ça n'en valait pas Le Pen... Depuis, après avoir reçu l'avoinée de sa vie, l'ex-trotskiste s'est définitivement retiré de la vie politique. Ce garçon aura porté un coup fatal à la recherche française en sabordant le projet nucléaire Superphénix qui avait coûté 10 milliards d'euros pour sa construction... Actuellement, ce site coûte « un pognon de dingue » pour sa déconstruction...

Le réacteur à neutrons rapides Superphénix était conçu pour développer une puissance comparable à celle d'une tranche d'une centrale nucléaire classique ou de deux centrales thermiques de forte puissance : 3 000 MW thermiques et 1 240 MW électriques, soit un rendement brut de 41,3 %. Le combustible préférentiel du réacteur est le plutonium 239, mais on pouvait également utiliser du MOX (plutonium sur support d'uranium appauvri) issu du retraitement du combustible usé. Le principe de fonctionnement de Superphénix est celui d'un réacteur à fission nucléaire utilisant des neutrons rapides (sans modérateur) et utilisant du sodium liquide comme caloporteur dans son circuit de refroidissement primaire. Chaque fission de noyau lourd dégage à peu près 200 MeV. Par conséquent, 1 g de combustible fournit environ 22,4 MWh d'énergie thermique. Pour un fonctionnement à pleine puissance (3 GW) 300 jours par an (soit un facteur de charge de 82 %), la consommation annuelle de Superphénix aurait donc été d'environ 960 kg de plutonium. Ce chiffre peut être mis en relation avec les 27 tonnes d'uranium enrichi d'un réacteur à eau pressurisée. Le combustible nucléaire mixte uranium-plutonium nécessaire à Superphénix est fabriqué dans l'Atelier de technologie du plutonium de Cadarache (70 km au Nord de Marseille). La fission du combustible, induite par un flux neutronique, dégage de l'énergie en même temps que des neutrons, dont une partie induira à nouveau des fissions, entretenant ainsi la réaction en chaîne. Par ailleurs, certains neutrons participent à la transmutation de l'uranium 238 en plutonium 239, lequel est aussi fissile. La chaleur produite dans le réacteur Superphénix était évacuée avec du sodium liquide (à 550 °C). En effet, il fallait à la fois que le matériau soit un caloporteur efficace (comme l'eau) et qu'il ne ralentisse pas les neutrons (contrairement à l'eau).



Ce premier circuit (primaire) de sodium échangeait la chaleur avec un circuit secondaire de sodium, puis avec un circuit tertiaire à eau, laquelle entraînait les turbines de l'alternateur après vaporisation. En 2005, l'Inde a entrepris la construction d'un réacteur à neutrons rapides du même type que Superphénix... avec l'aide de techniciens français, tandis que déjà 5 « RNR » fonctionnent ou sont sur le point de démarrer dans le monde (Russie, Chine, Inde). En France, Macron a arrêté le projet Astrid (Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration). Ce réacteur de « 4ème génération », était présenté par le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) comme « une rupture technologique avec tout ce qui s'est fait jusqu'alors ». Les enfants français nés aujourd'hui assisteront au-delà de 2050 au développement d'un Superphénix renaissant de ses cendres chez les Américains, les Russes, les Indiens ou... les Chinois. Ces enfants français seront, avec un peu de chance, les sous-traitants, alors qu'ils avaient 20 ans d'avance sur tout le monde, un quart de siècle plus tôt. Décidément, la France manque cruellement d'hommes politiques dignes de ce nom ayant une vision claire et à long terme de l'intérêt général car, malheureusement, les successeurs de Jospin (Deux Vils Pains, Sarra9 Zyte, Franck Nederland, Macrouette...) ne sont animés que par leur soif du pouvoir et n'ont pas fait mieux, sinon des punchlines écrites par des scénaristes pour se démarquer les uns des autres dans la presse détenue par leurs seigneurs, les financeurs de leurs campagnes électorales et leurs donneurs d'ordre, les milliardaires que Macrouette a dispensé de paiement de l'impôt sur la fortune dès son arrivée aux affaires pour les remercier : les Bolloré (Europe 1, CNews, C8, Canal+, JDD, Paris-Match, Hachette, Femme Actuelle, Géo, Gala, Capital...), Bouygues (LCI, TF1, TMC, MTF...), Drahi (BFM TV, Libération, RMC...), Arnault (Les Echos, le Parisien, Radio Classique, Challenges, l'Opinion), Niels (Le Monde, Courrier International, L'Obs, Nice-Matin...), Pinault (Le Point, Point de Vue...), Dassault (Le Figaro...) ... Quant aux gueux qui payent l'essentiel des impôts, ils sont sommés de trimer jusqu'à 65 ans pour maintenir les équilibres budgétaires ! (À suivre) ▶

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes
en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com**

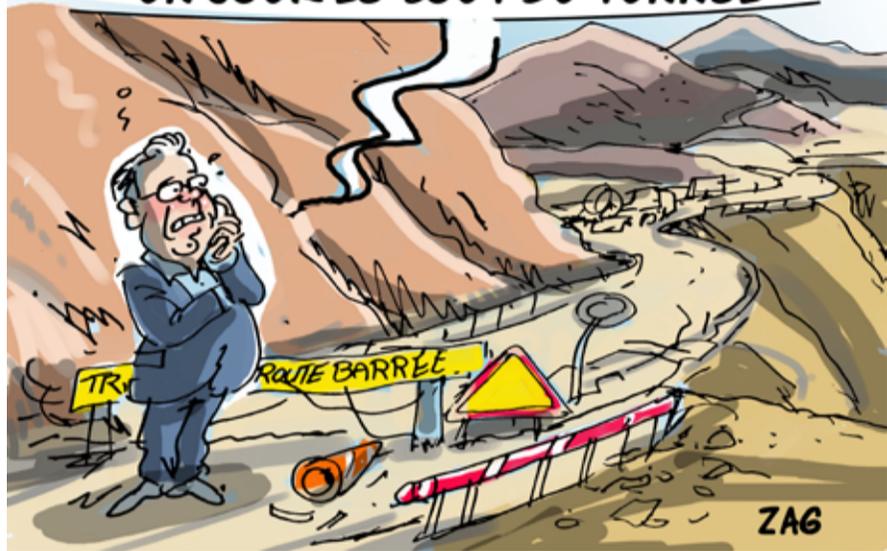


Côté **BASSE-COUR**



NIZAR BARAKA PROMET UN FINANCEMENT POUR LE VIEUX PROJET DU TUNNEL DU TICHKA

SINCÈREMENT, JE NE SAIS PAS SI CE CHANTIER TRÈS ANCIEN VERRA UN JOUR LE BOUT DU TUNNEL



Autodafé du coran

L'extrême-droite européenne brûle de haine...

En Europe, la montée de l'islamophobie dans les milieux de l'extrême-droite se fait de plus en plus flagrante et la haine de l'islam touche désormais son livre sacré. En l'espace de quelques jours, le Coran a fait l'objet de deux actes sacrilèges dans deux pays européens. Le premier sous forme d'un autodafé commis samedi 21 janvier par un responsable suédois d'extrême droite du nom de Rasmus Paludan. Celui-ci a brûlé un exemplaire du Coran, dans le cadre

Rassemblements en signe de protestation, condamnations politiques... Ce geste provocateur a provoqué la colère et l'indignation de plusieurs pays musulmans.

Le deuxième acte anti-musulman a eu lieu à La Haye, la capitale administrative des Pays-Bas. Il a été perpétré par le responsable de la branche néerlandaise du groupe d'extrême-droite anti-islam Pegida, Edwin Wagenveld qui a déchiré une copie du Coran.

L'extrémiste a posté lundi 23 janvier sur Twitter une vidéo de son acte ignominieux qui s'est produit aux abords du bâtiment du parlement hollandais. Selon certains médias, la police locale lui a accordé l'autorisation de déchirer le saint-coran, à condition qu'il ne se livre pas à un autodafé ! Déchirer et brûler le livre sacré des musulmans revient au même. C'est un acte grave qui n'a pas lieu d'être. Cependant, une séquence de la même vidéo montre qu'il avait brûlé, par la suite, les pages déchirées du Coran.

A l'instar de nombreux pays musulmans, le Maroc a condamné, dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères émis le mercredi 25 janvier, les agissements de cet intégriste. Le Royaume « dénonce ce nouvel acte provoquant qui heurte les symboles sacrés et les sentiments de plus d'un milliard de musulmans », indique le ministère dans un communiqué. Jamais musulman ne s'est livré à des sacrilèges pareils envers les Chrétiens en brûlant la bible ou les symboles sacrés des autres religions. On voit dans quel camp la haine religieuse est très ardente...



Un acte provocateur qui en dit long...

d'une manifestation organisée devant l'ambassade de Turquie, à Stockholm. Ouvertement xénophobe et islamophobe, fiché S en France depuis 2020, cet individu qui a fait des autodafés de Coran son principal mode d'expression de sa haine du musulman a voulu cette fois-ci dénoncer par son acte scandaleux les exigences turques envers la Suède, jugées inacceptables par une partie de l'opinion suédoise, pour que Ankara accepte l'adhésion de Stockholm à l'OTAN.

Du poulet non abattu vendu dans les rôtisseries ?

Mais que fait Interpoule ?

C'est un enregistrement au contenu à la fois choquant et effarant qui a circulé à grande échelle en début de semaine sur les réseaux sociaux. La gravité des faits relatés dans la vidéo en question a poussé le procureur près la Cour d'appel de Casablanca à charger la BNPJ d'ouvrir une enquête sur le sujet.

Le sujet a de quoi donner la chair de poule. Il a trait à une supposée transaction autour de poulets morts sans être abattus servis dans des snacks de Casablanca. L'enregistrement en question met en scène deux individus discutant au téléphone, un supposé acheteur qui chercherait à dénoncer les pratiques immorales d'un supposé fournisseur. L'un, qui se faisait passer pour un commerçant qui s'apprête à ouvrir une rôtisserie, négocie crânement les prix de ces poulets impropres à la consommation auprès de ce grossiste malhonnête. Le prix de de ces bêtes vendues mortes est dérisoire, oscillant entre 10 et 7 DH le kilo alors que le poulet de chair égorgé en bonne et due forme se vend à 18 DH le kg. S'agit-il

d'une mise en scène ou d'une affaire authentique, les enquêteurs ont été mobilisés pour démêler le vrai du faux. Ce genre de pratiques frauduleuses ne sont pas à écarter surtout que seule une



Poulets rôtis douteux.

infime partie de la volaille, moins de 10%, destinée à la consommation est contrôlée au Maroc, le gros de la volaille qui atterrit dans les rôtisseries, snacks servant des sandwiches chawarma, et autres gargotes proviennent du marché informel. En la matière, la situation est tellement douteuse que le pays a besoin de se doter d'un service Inerpoule !

Forum de la MAP

Ouahbi défend son concours



Abdellatif Ouahbi.

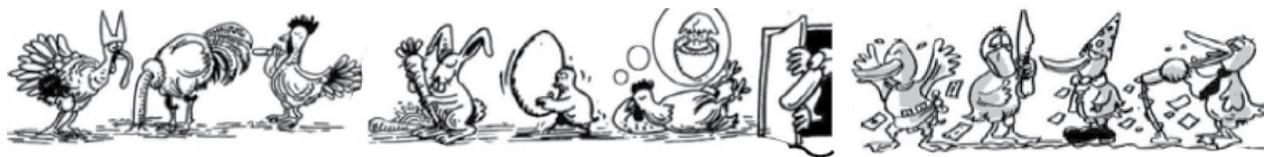
Invité mardi 24 janvier au Forum de la MAP sur le thème « Code pénal : Les enjeux de la réforme », le ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, est revenu sur le dernier scandale du concours d'accès au barreau avec de nouvelles précisions.

Le ministre a annoncé avoir saisi, à son tour, la Justice contre l'un des candidats ayant contesté les résultats du concours en question. L'intéressé aurait fraudé, selon M. Ouahbi, en s'inscrivant deux fois à l'examen

en produisant une carte d'identité falsifiée et deux dossiers différents. Face aux journalistes, le ministre a affirmé que le Procureur général ne peut ouvrir des enquêtes sur la base de simples allégations. Et de déplorer que plusieurs rumeurs ayant circulé sur les résultats de des avocats aient mis en doute la régularité de l'opération. « Ce sont nos enfants bien qu'ils m'aient fait du tort ainsi qu'aux employés du ministère et le comité d'examen », a-t-il toutefois tempéré. Par contre, le ministre s'est montré en colère à l'égard de certains supports électroniques. Par contre M. Ouahbi s'est montré en colère contre certains supports électroniques qui l'ont donné démissionnaire du gouvernement et de la chefferie du PAM. « Il y a quand même des limites. Ma famille n'a rien à voir avec tout cela ! Je ne peux pas accepter qu'on mêle ma fille de 15 ans, qui n'a aucun lien avec la politique, avec cette histoire en mettant son nom dans des articles. Si on cherche la confrontation, je suis prêt, mais pourquoi impliquer les membres de ma famille, parler de mes convictions religieuses, de ma vie privée ? », s'est-il emporté. Le plaidoyer de Abdellatif Ouahbi lors de ce forum a montré qu'il n'a rien perdu de sa verve d'avocat. Sûr de son bon droit malgré l'immense controverse suscitée par ce concours de tous les soupçons, il ne faut pas compter sur lui pour plaider coupable.



Le Maigret du CANARD



Le Maroc prend de bonnes résolutions face à la résolution hostile du Parlement européen

Une affaire cousue de fil blanc...

La résolution anti-marocaine adoptée par le parlement européen a les allures d'un moyen de pression visant à faire fléchir le Maroc sur ses nouveaux positionnements géopolitiques Explications.

Ahmed Zoubair

Réuni en séance plénière lundi 23 janvier avec ses deux Chambres, l'institution législative marocaine a vivement condamné la résolution d'urgence adoptée jeudi 19 janvier par le Parlement européen. Les chefs de groupes se sont succédé à la tribune pour dénoncer comme un seul homme un «acte hostile» et une «campagne tendancieuse». «Le Parlement marocain prend note avec grand étonnement et profonde consternation de cette résolution, qui a gravement nui au capital confiance entre les deux institutions législatives, et porté profondément atteinte aux acquis positifs du travail commun sur plusieurs décennies», lit-t-on dans la déclaration commune des deux Chambres qui qualifie la résolution du Parlement européen de «dépassement inadmissible de ses prérogatives et attributions, et une attaque inacceptable contre la souveraineté, la dignité et l'indépendance des institutions judiciaires du Royaume». A l'issue de cette séance où la tonalité générale était



Le parlement européen, une drôle de citadelle...

à l'indignation avec un front commun partisan à toute épreuve, décision a été prise par le Parlement marocain «de reconsidérer ses relations avec le PE en les soumettant à une réévaluation globale». L'union sacrée était également au

rendez-vous la veille dimanche du côté du Parlement arabe qui a exprimé son «fort mécontentement» face à ce qu'il estime être une «ingérence flagrante et constante» du parlement européen dans les affaires internes du Maroc».

En fait, ce vote ne représente pas, comme certains le pensent, un changement de pied envers le Maroc, le parlement européen connu pour ses penchants pro-Algerie ayant longtemps fait des misères au royaume.

Notamment sur les accords agricole et de pêche signés avec l'Union Européenne sous prétexte que le Sahara est un territoire contesté qui ne doit pas inclure le business avec les pays de la zone euro.

Rien n'a vraiment changé dans le fond, sauf peut-être le contexte géopolitique qui n'est pas celui des deux dernières décennies. Et c'est à l'aune de ce bouleversement majeur, qui a fait perdre à États européens passés maîtres dans l'art de la duplicité ses repères traditionnels et même son sang-froid, qu'il conviendrait peut-être de lire le coup de semonce de jeudi dernier.

La guerre poutinienne contre l'Ukraine et ses conséquences ravageuses pour l'UE prise au piège de sa dépendance au gaz russe est passée par là.

Du pain bénit pour le lobby législatif anti-marocain qui s'est empressé d'exploiter cette conjoncture hautement défavorable à l'UE pour faire condamner le Maroc sur le volet des droits de l'homme en relation avec des affaires déjà jugées. Mais qu'importe de se rendre coupable d'ingérence en dictant à la justice marocaine sa ligne de conduite du moment que cette condamnation peut faire plaisir à l'Algérie ! Ce qui dérange dans le texte du PE c'est que les eurodéputés enrôlés dans cette équipée interventionniste contre le Maroc ont pris des airs d'êtres supérieurs qui non seulement se permettent de tancer un État souverain mais lui dictent également ce qu'il doit faire et comment le faire, la manière dont il doit traiter ses dossiers judiciaires et conduire les procès.

En filigrane de cet acte effarant qui rappelle des époques révolues, les auteurs de cette attaque font in fine sentir au Maroc qu'il a même tort de se croire souverain et indé-

LES CAFETIERS ET LES RESTAURATEURS DÉNONCENT LA HALUSSE DES TAXES COMMUNALES

DIS DONC, ILS N'Y VONT PAS AVEC LE DOS DE LA CUILLÈRE !

C'EST TROP, ON EST À PLAT !



Vague de colère

Que dit la résolution du Parlement européen qui a déclenché cette immense vague de colère dans toutes les institutions du pays ? Adoptée par 356 voix pour, 32 contre et 42 abstentions, ce texte «non contraignant», qui a eu aussi droit aux critiques virulentes du Conseil supérieur de la magistrature, condamne le Maroc sur ses atteintes supposées à la liberté d'expression et demande aux autorités du pays de «respecter la liberté d'expression et la liberté des médias» et de «garantir aux journalistes incarcérés (...) un procès équitable.»

C'est la première fois en 20 ans que l'assemblée de Strasbourg, à l'unanimité des groupes de gauche, écologistes, mais aussi libéraux et souverainistes, condamne le Maroc sur le dossier des droits de l'homme.



Le Maigret du CANARD



Le parlement marocain toutes tendances confondues a réagi comme un seul homme....

pendant. Producteur de gaz dont a besoin l'Europe de manière vitale pour faire tourner ses usines en difficulté, l'Algérie n'est-il pas prêt à dépenser sans compter dès qu'il s'agit d'épingler son meilleur ennemi ? Les droits de l'homme et la liberté d'expression sont une vieille ficelle souvent utilisée comme une carte de pression et seuls les naïfs croiront que le Parlement européen est peuplé d'âmes démocrates qui se soucient du respect de la liberté de presse ou d'opinion.

Lobby anti-marocain

D'ailleurs, le député français Thierry Mariani, qui n'est pas né de la dernière fuite de gaz, a mis lors de son intervention ses collègues devant leurs belles contradictions. «Je vais commencer ce discours en disant que nous nous réunissons pour condamner les pratiques d'un pays qui bride les droits de l'homme, oppresse les voix contestataires et participe à la déstabilisation de l'Afrique. Mais alors, cela signifierait que nous parlons ici de l'Algérie», a-t-il glissé, malicieusement. «Or, la gauche européenne ne condamne jamais l'Algérie et l'Union européenne lui passe tout en espérant son gaz. À la place, nous débattons du Maroc, qui est pourtant un des pivots de notre partenariat stratégique en Afrique», a-t-il ajouté tout en pointant le non-respect des décisions de justice marocaine par le parlement européen. «Qu'y a-t-il dans cette résolution? L'affirmation que Monsieur Radi ne serait pas un violeur. Comme chacun d'entre vous, je n'en sais rien. En revanche, à la différence de la majorité de cette assemblée, je ne considère pas que les décisions de la justice marocaine, que les accu-

sations de la victime du viol, valent moins que les communiqués d'Amnesty International ou de Human Rights Watch», tranche-t-il. Le coup de semonce contre le Maroc a été mitonné dans la foulée du «Marocgate», un supposé scandale de corruption qui a éclaté en plein Mondial qatari et où le Royaume est accusé avec le Qatar d'avoir mis sous influence un groupe d'ex-députés européens dont certains, l'Italien Antonio Panzeri et la Grecque Eva Kaili, ont été mis en examen en vue de bloquer les résolutions qui leur sont défavorables.

Or, le lobbying, c'est connu, fait rage dans les couloirs du Parlement européen et même de la Commission de Bruxelles. Mandatés par divers secteurs (agro-alimentaire, agriculture, tabac, automobile, transport, pharmaceutique, énergie...) pour lesquels ils roulent en défendant leurs intérêts, ces lobbyistes qui se comptent par milliers agissent en coulisse et interviennent même dans les débats à Strasbourg et à Bruxelles pour faire confectionner des lois ou des amendements sur mesure, modifier des directives par le recours à des méthodes peu recommandables.

Reconnu comme «un élément fonctionnel et indispensable du système communautaire», le lobbying fait injure dans le cas du Maroc et devient dès lors un acte sacrilège assimilé à de la corruption ! Haro donc sur le Royaume qui devait rester les bras croisés devant les menées hostiles du lobby anti-marocain de Strasbourg connu pour ses accointances avec l'Algérie et sa créature polisarienne. Faces d'une même pièce, ces deux entités arrivent à défendre sans coup férir leurs thèses anti-marocaines auprès de certains groupes d'euro-députés qui se font ouvertement

leurs avocats au détriment de l'intégrité territoriale du Maroc pourtant lié à l'UE par un partenariat fort et stratégique. Mais aucune voix ne s'est élevée jusqu'ici au sein du Parlement européen pour dénoncer cette collusion douteuse et les âmes justes manquent visiblement pour débusquer des «Algerigate» !

Ambivalence

Il faut dire que les nouveaux positionnements géopolitiques du Maroc qui se sont traduits par une nouvelle doctrine diplomatique plus agissante et son rapprochement avec Israël dans la foulée de la reconnaissance américaine de sa souveraineté sur son Sahara n'étaient pas pour plaire à certains États qui se croient toujours moteurs de l'UE.

Ce sont ceux-là qui étaient à la manœuvre dans la cabale anti-marocaine signée par le Parlement européen qu'ils actionnent comme un jouet pour dompter un partenaire qui ne veut plus être traité en sous-partenaire ou faire pression sur lui pour le faire fléchir sur tel ou tel dossier stratégique.

Le Maroc a l'habitude de ce genre de méthodes. La dernière en date est celle des visas Schengen que la France de Macron a longtemps refusés à de nombreux Marocains solvables et en vue au nom de considérations mal comprises y compris par les observateurs les plus avisés.

A croire qu'un Maroc invariablement docile et sous tutelle, qui s'abstient de s'adapter aux mutations géopolitiques en cours, qui ne se projette pas dans son espace africain en lui donnant un contenu économique fort et ne diversifie pas ses partenariats en conséquence, arrangerait mieux les affaires de certains parmi l'UE.

C'est tout cela que la résolution d'urgence du parlement européen cherche visiblement à faire payer au Maroc. En somme, Rabat a été puni pour l'ensemble de son œuvre.

Une chose est sûre : la résolution du Parlement européen, pour le moins insolente qu'elle est, accentue cette ambivalence qui caractérise les relations Maroc-UE et avec laquelle la diplomatie marocaine est de moins en moins disposée à composer. ▶



Communiqué de Presse Madame Nadia FETTAH préside une session du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale

Madame Nadia FETTAH, Ministre de l'Économie et des Finances a présidé aujourd'hui, mercredi 25 janvier 2023, une réunion du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale au titre de sa session de décembre 2022.

Dans son allocution à cette occasion, la Ministre a noté le rôle majeur que joue l'ensemble des acteurs de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour garantir la réussite du chantier stratégique Royal de généralisation de la protection sociale à travers l'accélération de la mise en œuvre du dispositif législatif et réglementaire lié à ce projet qui a permis d'«universaliser» l'assurance maladie obligatoire de base dans les délais impartis.

Madame la Ministre a rappelé, dans ce contexte, les efforts déployés par la Caisse pour accompagner la hausse du nombre total de ses assurés qui est passé, au cours de l'année 2022, de 7,8 millions d'individus à plus de 23,2 millions de citoyens, avec l'intégration de 3,68 millions de travailleurs non-salariés et ayants droit et les 9,4 millions bénéficiaires du régime d'assurance maladie obligatoire de base au profit des personnes incapables d'assumer les frais de cotisations.

Pour réussir ce chantier, Madame la Ministre a noté la création de plus de 1 400 postes supplémentaires au sein de la Caisse, la conclusion de partenariats avec les établissements de proximité, l'ouverture de 47 nouvelles agences pour la proximité, le lancement de 45 agences mobiles, la création de 8 000 centres de contact pour enregistrer des travailleurs non salariés et de 2 000 points de contact pour recevoir les dossiers AMO et ce, tout en assurant la fourniture des prestations à travers un ensemble de plates-formes et d'applications électroniques modernisées.

La Ministre a également fait mention des indicateurs positifs de l'année 2022 qui témoignent, à leur tour, de l'efficacité dans la gestion du Régime Général et du Régime de l'Assurance Maladie Obligatoire de base au profit des salariés du secteur privé.

Dans ce cadre, Madame Nadia Fettah a évoqué les réalisations en relation avec le Régime Général avec le passage du nombre de salariés déclarés à la Caisse à 3,6 millions, l'augmentation des prestations pour atteindre 25,3 milliards de dirhams et le doublement du nombre de salariés dont la situation a été régularisée suite aux opérations de contrôle et d'inspection pour arriver à environ 50 000 salariés en 2022.

Concernant le Régime de l'Assurance Maladie Obligatoire de base, la Ministre a noté l'augmentation du nombre des bénéficiaires à plus de 9,8 millions et des cotisations dues à 9,2 milliards de dirhams ainsi que l'amélioration dans le traitement et le remboursement des dossiers dont le délai moyen ne dépasse pas 8 jours pour les assurés et 14 jours pour les prestataires de soins.

L'ordre du jour de cette réunion du Conseil a porté sur un ensemble de points dont l'approbation du plan d'action et du budget de la Caisse au titre de l'année 2023, le programme de réforme de ses unités médicales et le projet de transformation digitale considérée comme levier fondamental pour l'amélioration des performances et des prestations servies par la Caisse.



Le Maigret du CANARD



Les grands profiteurs de l'ère Bouteflika face à une justice aux ordres

L'Algérie entre le garde-à-vous et la garde-à-vue

Même les naïfs endurcis ne croient pas que les procès en cascade et leurs lots d'emprisonnement visant les anciens dignitaires du régime sont annonciateurs d'un quelconque changement. De la poudre aux yeux.

Jamil Manar

En Algérie, les montagnes de dollars détournés sont partout. Il suffit juste de fouiller dans les maisons des anciens dignitaires du régime militaire pour les retrouver. Le président algérien a déclaré récemment que la bagatelle de 36 milliards de dollars a été retrouvée chez une seule famille ! La somme est faramineuse et il faut non pas des coffre-fort mais plusieurs bunkers pour pouvoir planquer un tel magot. A moins que le président élu des caporaux ne confonde le dollar et le dinar. Ce qui est certain c'est que le feuilleton de corruption de la période Bouteflika continue de révéler l'ampleur des fonds volés. Les chiffres sont vertigineux et ils donnent une idée sur le degré de la rapine généralisée auquel sont soumis les deniers publics issus de l'exportation des hydrocarbures.

Dans une mise en scène grotesque visant à faire croire que l'Algérie de Tebboune est entrée dans ère de transparence, de fin de l'impunité et de changement, les condamnations des mis en cause continuent de tomber les unes après les autres depuis l'arrivée au pouvoir en décembre 2019 de l'homme-lige de l'homme fort du pays le général Saïd Changriha. Dernier verdict en date, celui visant l'ex-ministre de l'Énergie Chakib Khelil condamné par le tribunal de Sidi M'Hamed à Alger



Un président en civil élu par la caste des militaires...

pour corruption par contumace jeudi 19 janvier, à 20 ans de prison ferme. La même juridiction a distribué des peines de prison entre 5 et 10 ans pour d'anciens hauts fonctionnaires poursuivis pour «dilapidation de deniers publics lors de la conclusion de marchés avec des entreprises étrangères» : l'ancien ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Bedjaoui, et deux ex-patrons de la Sonatrach, Noureddine Bouterfa et Abdelmoumen Ould Kaddour. Réfugié aux États-Unis, il était rentré en 2016 en Algérie après l'aban-

don des poursuites à son encontre, avant de prendre de nouveau la fuite après la relance de son procès après la chute du système Bouteflika le 2 avril 2019 sous la pression du mouvement de protestation Hirak qui a longtemps revendiqué la chute du système.

Oligarchie absolutiste

Pour que la junte militaire qui régent le pays et exploite ses richesses depuis l'indépendance en 1962 se maintienne en place et sauve sa peau, décision a été prise de jeter en pâture les symboles de l'ancien pouvoir. Premiers ministres, ex-ministres, hauts gradés de l'armée et hommes d'affaires... Des simulacres de procès ont été instruits à la va-vite pour faire diversion, faire taire les protestataires tout en réprimant les plus durs d'entre eux.

Dégageant les relents de règlement de compte politique, les procès sont merveilleusement expéditifs comme peut l'être une justice inféodée au clan actuellement au pouvoir.

Preuve, Khaled Tebboune, le fils du président actuel, sera étrangement acquitté dans une affaire où il est poursuivi pour «trafic d'influence», «corruption» et «perception d'indus cadeaux» en relation avec les micmacs immobiliers du principal accusé du nom de Kamel Chikhi, alias «El Bouchi», également poursuivi dans le cadre d'une affaire de trafic de 701 kilos de cocaïne. Lors de son réquisitoire, le procureur de la

République avait requis une peine de deux ans de prison ferme contre le fifts de Tebboune. Mais le juge de la séance n'en a nullement tenu compte en décrétant en février 2020 dans un bel exercice d'indépendance de la justice la relaxe pure et simple au profit du fils du chef de l'État qui croupissait en prison depuis juin 2018. Justice aux ordres instrumentalisée contre les privilégiés du système d'hier par les puissants du moment.

Ces derniers subiront certainement le même sort peu enviable une fois qu'ils seront écartés du pouvoir par le clan rival. Ainsi va l'histoire de l'Algérie, rythmée depuis l'indépendance par les assassinats des opposants et des présidents, les coups d'État, les complots politiques et l'instauration de la terreur élevée au rang de gouvernance.

C'est la seule feuille de route de cette oligarchie absolutiste qui n'agit sournoisement que pour rester aux manettes du pouvoir et ne pas les rendre aux civils dans le cadre d'une véritable démocratie.

Dans le logiciel de ce système militaire préoccupé juste par sa propre survie, le peuple algérien n'a pas de place jusque dans certains de ses besoins les plus élémentaires.

Est-il normal que la population, alors que son pays est riche en hydrocarbures, vit régulièrement le calvaire des pénuries de produits de première nécessité comme l'huile de table et le lait ? C'est ainsi qu'en octobre 2020, le peuple algérien, soumis aux pires privations, se fait distraire par la saga de «madame Maya», une étrange femme d'affaires, se présentant comme la fille cachée de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, qui a entraîné dans sa chute une brochette de gros bonnets du système Boutef.

Entre les accusations de complotisme proférées par un pouvoir aux abois contre le Maroc jusqu'à l'obsession pour masquer ses multiples turpitudes et ratages et les procès téléguidés à l'encontre des anciens dignitaires du système afin de croire à l'avènement d'une Algérie démocratique et vertueuse, le peuple algérien est saturé mais pas dupe. L'illusion du changement est bel et bien en marche dans un système dont la férocité et la rapacité sont intactes. L'Algérie de Tebboune est plus que jamais au garde-à-vous et en garde-à-vue !





L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

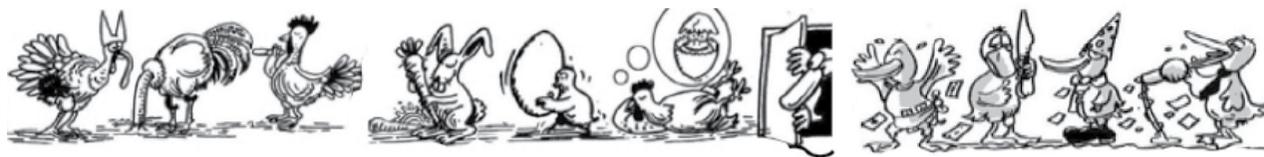
SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER

LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**

Symbole de notre souveraineté nationale, le dirham doit garder sa solidité

La publication par Google la semaine dernière d'une information sur l'échange d'un euro contre plus 18 DH a créé une grande panique dans différents milieux. Il semblerait que cette information, démentie formellement par un communiqué émanant de Bank Al Maghreb le jour même, soit due à un bug informatique dans le moteur de recherche Google. On regrettera, cependant que ni les autorités monétaires, ni le gouvernement, n'aient fourni suffisamment d'explications sur cette « bourde » de Google pour mettre fin à toute suspicion et rassurer une opinion publique contre les spéculations « catastrophiques » qui circulent à ce sujet allant jusqu'à parler d'un processus de « libanisation » et que sais-je encore. D'aucuns n'ont pas manqué d'ailleurs de faire le lien entre cet épisode et le recours de Bank Al Maghreb au rachat de Bons de Trésor, sur le marché secondaire. Essayons de voir clair à ce sujet.

Crainte légitime

Il faut d'abord remonter à l'origine du processus de flexibilisation de notre monnaie nationale. En effet, le Maroc a résisté pendant des décennies aux injonctions des instances internationales, et en premier lieu le FMI, l'incitant à passer d'un régime de taux de change fixe à un régime de taux de change variable. Dans un premier temps, le Maroc s'est limité à pondérer la valeur du dirham par rapport à un panier constitué de l'euro à hauteur de 60% et du dollar à hauteur de 40%.

Il a fallu attendre janvier 2018 pour introduire une marge de fluctuation de - 2,5% à +2,5%, soit une épaisseur de 5%. Ce passage, rappelons-le, a été précédé par une large campagne d'explication soutenue par la production de capsules et vidéos pour faire comprendre à tout un chacun le fonctionnement de ce début de flexibilisation. La deuxième phase, intervenue en mars 2020, consistait à élargir la bande de fluctuation à plus ou moins 5%, soit une épaisseur de 10%. Malgré la crainte légitime exprimée par divers milieux face à cet élargissement, on relève, heureusement, que le Dirham affiche une position relative-

ment favorable mis à part l'infléchissement face au raffermissement du dollar qui a vu sa valeur égaler celle de l'euro. Ce qui n'est pas sans conséquences sur nos achats libellés en dollars et particulièrement les produits pétroliers ainsi que sur le service de la dette effectué généralement en billet vert.

Malgré l'appel incessant du FMI à passer à une étape supérieure dans ce processus de libéralisation du taux de change pour laisser le dirham flotter au gré de l'offre et de la demande, le Wali de Bank Al Maghreb, mesurant parfaitement le risque d'une telle aventure dans un contexte économique et géopolitique pour le moins difficile, juge que le moment n'est pas opportun pour accélérer le processus de flexibilisation.

En effet, la monnaie nationale a un double attribut : moyen de paiement et symbole de souveraineté nationale au même titre que les autres attributs de la souveraineté. D'où la nécessité de veiller à sa bonne tenue pour ne pas se transformer en monnaie de singe et perdre la confiance dont elle jouit auprès des opérateurs économiques, des consommateurs et des épargnants. Bien sûr, on ne le dira jamais assez, la monnaie n'est autre que le reflet de l'économie : une économie en bonne

santé donne lieu à une monnaie forte ; a contrario, une économie malade ou agonisante entraîne une monnaie faible et vacillante. C'est dans ce sens que les Banques Centrales sont investies, entre autres, d'un pouvoir presque régalién consistant à défendre la solidité de la monnaie nationale afin d'éviter tout dérapage monétaire aux conséquences fâcheuses.

Déficit budgétaire

Par conséquent, plusieurs facteurs militent en faveur d'une pause en matière de flottaison du dirham. D'abord, les fondamentaux de l'économie, s'ils ne sont pas mauvais, ne sont pas parfaits et entièrement rassurants non plus. Les données macroéconomiques relatives à 2022 et les prévisions pour 2023 et 2024 nous interdisent de verser dans un optimisme démesuré. Si nos réserves de change se situent à un niveau satisfaisant (l'équivalent de plus de 6 mois d'importations) suite aux transferts des RME et aux recettes touristiques, il faut souligner néanmoins certains problèmes qui demeurent préoccupants : taux élevé de l'endettement public, maintien du déficit budgétaire à un niveau élevé, aggravation du déficit commercial et du déficit des paiements courants ainsi

qu'un taux élevé de l'inflation. Pour se prémunir contre des chocs imprévus et brusques, le Maroc a bénéficié de la « ligne de crédit modulable » du FMI qu'il pourra utiliser en cas de besoin. Ce procédé de financement auprès du FMI, contrairement à la LPL (ligne de précaution et de liquidité) utilisée par le passé, a l'avantage d'être souple, à usage immédiat et n'entraîne pas une quelconque conditionnalité. « La ligne de crédit modulable a été conçue pour répondre à la demande de financement émanant de pays qui présentent une politique et des antécédents économiques très solides pour prévenir et résoudre des crises » (FMI).

En outre, il suffit pour un pays d'être éligible à cette ligne de crédit pour disposer en quelque sorte d'un laissez passer vers les milieux créanciers.

Pour ce qui est de l'achat par Bank Al Maghreb des bons de trésor sur le marché secondaire auprès des banques, il s'agit d'une opération somme toute courante rentrant dans le cadre de la politique monétaire de la Banque Centrale. Ainsi, une série d'appels d'offres sont prévus dont deux ont été déjà organisés successivement le 16 janvier et le 23 janvier courant.

Le premier a porté sur une demande globale de 1,3 milliard de dirhams, totalement satisfaite par Bank Al-Maghrib. La maturité moyenne des bons du Trésor achetés s'est établie à près de 3 mois avec un taux de rendement moyen de 3,16%. Le second a porté sur une demande globale de 200 millions de dirhams, totalement satisfaite par Bank Al-Maghrib. La maturité moyenne de ces bons de trésor s'est établie à près de 6 mois avec un taux de rendement moyen de 3,27%.

En recourant à cet achat sur le marché secondaire, la Banque Centrale vise deux objectifs essentiels. Le premier consiste à assurer indirectement le financement du trésor ; le second objectif tient à mettre à la disposition des banques des liquidités supplémentaires allégeant relativement leur besoin en liquidités, établi en décembre 2022 à 86,5 milliards de dirhams en moyenne hebdomadaire, contre 86,1 milliards un mois auparavant. ▀



Bec et ONGLES



NADIA FETTAH ALAOUI
Ministre de l'Économie et des Finances

Nos pauvres roulent sur l'or en cachette

Une équipe du Canard s'est invitée chez la ministre de l'Économie et des Finances Nadia Fettah Alaoui pour l'interroger sur les faux démunis du Maroc.

Vous avez récemment déclaré devant les députés que les Marocains n'ont rien perdu de leur capacité d'épargne malgré les crises successives et l'inflation. De quels Marocains parlez-vous sachant que l'écrasante majorité a du mal à joindre les deux bouts a fortiori mettre de l'argent de côté ?

Je parle évidemment des Marocains d'en haut qui ont les moyens de faire face aux différentes hausses. Je ne parle que du monde que je connais puisque j'en suis issue.

Et l'autre monde ?

Le monde des exclus et des démunis, ceux qui ont officiellement le moral dans les chaussettes ? A ce niveau-là, je suis déconnectée. Mais mes services m'ont appris des choses incroyables sur les pauvres subventionnés.

Comme quoi par exemple ?

Que les démunis ne sont pas aussi démunis que ça puisqu'ils cachent leur épargne dans l'or, les terrains et les bijoux de valeur, tandis que les nantis préfèrent de plus en plus miser sur les tableaux de maîtres et les montres de luxe alors que les moins honnêtes mettent leur fric à l'abri dans des comptes offshore.

Donc ?

Au Maroc, il n'y a que de faux pauvres et les démunis sont par conséquent de vrais riches qui font semblant que leur pouvoir d'achat est au plus bas.

Pour moi, il s'agit de petits malins qui évitent de faire étalage de leur richesse pour continuer à profiter scandaleusement du gaz butane et de la farine nationale dont les prix sont soutenus par l'État. Ces profiteurs qui roulent sur l'or en cachette sont une véritable menace pour l'équilibre budgétaire.

Mais encore ?

Ces pseudo pauvres doivent cesser de pomper la caisse de compensation qui nous coûte plusieurs dizaines de milliards de DH chaque année.

Mais la caisse de compensation profite à tous les Marocains, plus aux riches qu'aux pauvres...

Mais c'est au nom du soutien à ces soi-disant défavorisés que la compensation est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

Qu'est-ce que vous proposez ?

Je propose que le fisc taxe lors des prochaines lois de finance les pauvres sur leur richesse extraordinaire dissimulée et qui échappe à l'impôt. L'équité fiscale y gagnerait beaucoup.

Quand un ministre algérien pète les plombs

L'investissement étranger n'intéresse pas les dirigeants algériens. Ces derniers maltraitent même les quelques groupes qui ont eu l'immense courage de s'implanter dans ce pays fermé à tout, sauf aux thèses farfelues du Polisario. Les représentants de laboratoire pharmaceutique saoudien Tabuk l'ont appris à leurs dépens. En déplacement dans l'usine de ce groupe lundi 16 janvier à Blida, le ministre algérien de l'Industrie pharmaceutique Ali Aoun a perd subitement son sang-froid en arborant une mine renfrognée après avoir remarqué la présence non loin d'une carte affichant le Maroc dans toute son intégrité territoriale. «Comme première remarque, corrigez la carte géographique. Elle doit être corrigée rapidement. Vous êtes en Algérie et

vous connaissez la position de l'Algérie. Il ne faut plus présenter ce type de carte », a-t-il pesté en s'adressant aux responsables de la firme saoudienne dans un manque de respect flagrant. Il ne lui manquait plus à cet homme hystérique et dégoulinant de mépris que de les rouer de coups. Dans les pays qui se respectent, un tel comportement agressif et irrévérencieux est inconcevable sauf en Algérie officielle où le respect des bonnes mœurs et des convenances est absent de son lexique. Si vous voulez énerver Aoun et sa «Issaba», il suffit de leur agiter comme une muleta devant les yeux une carte du Maroc sans frontières chimériques avec le drapeau rouge écarlate frappé d'une belle étoile verte. Ils verront aussitôt et fonceront droit dans le vide...

Le handball marocain a-t-il perdu la main ?



Le Sept national a subi de lourdes défaites...

En six match disputés en championnat du monde 2023 co-organisé par la Pologne et la Suède, la sélection nationale du handball a perdu cinq. Lors des trois rencontres en phases de groupes, le Maroc a été battu

par les États-Unis (27-28), l'Égypte (19-30) et la Croatie (24-36). En coupe de président regroupant les équipes éliminées de la phase de groupes, les hommes de Bouhaddioui ont remporté un seul duel l'opposant à l'Algérie alors qu'ils ont perdu le précédent contre la Tunisie et le dernier organisé lundi 23 janvier contre la Macédoine du Nord. Face à cette équipe, les Lions de l'Atlas n'ont pas fait le poids, s'inclinant sur un score de 40-25 alors que leur victoire contre l'Algérie arrachée à la dernière minute a nourri l'espoir de leur relance dans la compétition. La contreperformance du handball marocaine pose un certain nombre de questions. A commencer par celle-là : ce sport est-il entre de bonnes mains ?



Le MIGRATEUR



France La rue ne bat pas en retraite

Jeu de nuit pour Macron. Les travailleurs de nombreuses villes françaises sont descendus dans la rue jeudi 19 janvier pour dire leur refus des réformes proposées en matière de pensions vieillissantes qui repousseraient l'âge de la retraite, dans le cadre d'une journée de grèves et de manifestations à l'échelle nationale considérée comme un test majeur pour Emmanuel Macron et sa présidence.

Plus d'un million de travailleurs se sont mis en grève dans toute la France jeudi pour protester contre la proposition du président Emmanuel Macron de faire passer l'âge de la retraite dans le pays de 62 à 64 ans. Les grèves ont lieu à Paris et dans plusieurs autres villes, et les syndicats français appellent à des grèves supplémentaires le 31 janvier après avoir constaté le large soutien que les manifestations ont reçu.

M. Macron a déclaré que cette réforme était nécessaire pour garantir la stabilité financière du système de retraite du pays, mais les syndicats ont fait valoir qu'elle portait atteinte aux droits



Des manifestants se protègent contre des policiers anti-émeutes, jeudi 19 janvier 2023 à Paris.

des travailleurs. Plus de 200 manifestations ont eu lieu dans toute la France, perturbant les transports, les écoles et d'autres services publics. Environ un cinquième des vols en provenance de l'aéroport d'Orly à Paris ont été annulés, et la plupart des trains du pays ont également été mis en pause.

Selon le ministère français de l'intérieur, plus de 1,1 million de personnes ont manifesté et 80 000 sont descendues dans la rue à Paris. Les syndicats ont estimé le nombre de manifestants

à plus de 2 millions et à 400 000 à Paris. La manifestation à Paris a été largement pacifique, mais la police anti-émeute s'est heurtée à certains manifestants qui auraient jeté des objets sur des agents des forces de l'ordre qui ont utilisé des gaz lacrymogènes. Lors d'un sommet franco-espagnol à Barcelone, Macron a déclaré que le changement doit se produire pour "sauver" les retraites françaises. "Nous le ferons avec respect, dans un esprit de dialogue mais aussi de détermination et de responsabilité",

a-t-il déclaré. Tout le monde en France reçoit une pension de l'État, et le pays est confronté à une population vieillissante et à une espérance de vie qui a augmenté.

Les syndicats ont fait valoir que le gouvernement devrait imposer une taxe aux personnes aisées ou que les employeurs devraient verser des contributions supplémentaires sur les salaires pour financer le système de retraite.

Le gouvernement devait Macron présenter son projet de loi lundi 23 janvier, qui sera soumis au Parlement le mois prochain.

Les partis d'opposition de gauche et de droite y compris l'alliance centriste macroniste sont contre cette initiative, mais la coalition de Macron tente de rassembler suffisamment de soutien pour la faire passer. Les travailleurs français ont déjà organisé de vastes manifestations lors de précédentes tentatives de modification du système de retraite dans le pays sous l'ancien président français Nicolas Sarkozy et pendant le premier mandat de Macron en tant que président, mais elles n'ont pas été aussi importantes que celles de jeudi.

La Chine affirme que le Covid a infecté 80% de sa population

La possibilité d'un grand rebondissement de l'épidémie de COVID-19 en Chine au cours des deux ou trois prochains mois est faible car 80% de la population a été infectée, a déclaré samedi 21 janvier un éminent scientifique du gouvernement. Les déplacements massifs de personnes pendant la période des vacances du Nouvel An lunaire pourraient propager la pandémie et stimuler les infections dans certaines régions, mais une deuxième vague de COVID est peu probable à court terme, a déclaré Wu Zunyou, épidémiologiste en chef du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies, sur la plateforme de médias sociaux Weibo. Des centaines de millions de Chinois voyagent à travers le pays pour des réu-



Un patient allongé sur un lit au service des urgences d'un hôpital à Shanghai, le 17 janvier 2023. REUTERS/Personnel.

nions de vacances qui avaient été suspendues en vertu des restrictions, récemment assouplies, ce qui fait craindre de nouvelles épidémies dans les zones rurales moins équipées pour gérer les grandes épidé-

mies. La Chine a dépassé le pic de patients atteints du COVID dans les cliniques, les salles d'urgence et dans des conditions critiques, a déclaré jeudi 19 janvier un responsable de la Commission nationale de la santé. Selon les données du gouvernement, près de 60 000 personnes atteintes du COVID étaient décédées à l'hôpital au 12 janvier, soit environ un mois après que la Chine ait abruptement démantelé sa politique de zéro COVID.

Mais certains experts ont déclaré que ce chiffre sous-estime probablement l'impact total, car il exclut les personnes qui meurent à domicile et parce que de nombreux médecins ont déclaré qu'ils étaient découragés de citer la COVID comme cause de décès.

Le groupe paramilitaire Wagner sanctionné par les États-Unis

Les États-Unis ont désigné le groupe paramilitaire russe Wagner comme une organisation criminelle internationale, a annoncé vendredi la Maison-Blanche, dénonçant ses activités en Ukraine. « Wagner est une organisation criminelle qui commet de vastes atrocités et abus des droits humains », a déclaré à la presse le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Kirby, en soulignant que le groupe de mercenaires avait quelque « 50 000 » personnes déployées en Ukraine. « Nous continuons de considérer que le groupe Wagner dispose actuellement de quelque 50 000 personnes déployées en Ukraine, dont 10 000 mercenaires

et 40 000 prisonniers » à tel point que cela suscite les « réserves » du ministère russe de la Défense sur ses « méthodes de recrutement », a-t-il dit. Le responsable américain a annoncé que Washington prendrait d'autres sanctions contre le groupe Wagner dans la foulée de la désignation vendredi du groupe comme organisation criminelle. Il a également fait part d'images satellites montrant des trains russes à destination de la Corée du Nord pour s'y fournir en équipements pour le groupe Wagner. Le groupe paramilitaire est dirigé par Evguéni Prigojine et est très actif dans la bataille acharnée pour la prise de Bakhmout dans l'est de l'Ukraine.

COVID:
L'EUROPE EN FAVEUR DE TESTS SUR
LES VOYAGEURS VENANT DE CHINE



le Canard
Libéré

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar
Abdelkarim Chankou
Saliha Toumi
Ahmed Zoubair

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



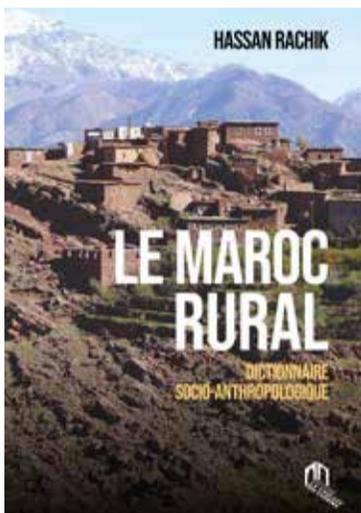
Can'Art et CULTURE



Nouvel ouvrage de Hassan Rachik sur le Maroc rural

« Le Maroc rural. Dictionnaire socio-anthropologique » est le titre d'un nouvel ouvrage que vient de publier l'anthropologue et professeur universitaire Hassan Rachik, aux éditions La Croisée des chemins.

L'univers institutionnel et mental du paysan est sans limites. Le présent dictionnaire est une humble invitation à élargir nos horizons culturels, à découvrir d'autres manières de penser et d'agir, à survoler quelques aspects de la vie passée et présente de la campagne marocaine. Il est composé d'une centaine d'articles qui exposent le plus simplement et le plus succinctement possible les connaissances élémentaires qu'un jeune chercheur, un intervenant en milieu rural ou tout simplement un curieux devraient avoir sur le Maroc rural. Il est le résultat de diverses expériences de Hassan Rachik en tant que chercheur depuis son



travail de terrain chez les Zemmour en 1980, d'enseignant depuis 1983, et de consultant depuis ses séjours dans le Moyen Atlas, en 1985.

Hassan Rachik est anthropologue, ancien Professeur à l'Université Hassan II de Casablanca, Professeur affilié à l'Université Mohammed VI, Professeur visiteur dans des universités américaines, européennes et arabes. Auteur de plusieurs ouvrages dont Sacré et sacrificiel dans le Haut Atlas (1990), Le sultan des autres, rituel et politique dans le Haut-Atlas (1992), Comment rester nomade (2000), Symboliser la nation (2003), Le proche et le lointain, un siècle d'anthropologie au Maroc (2012), L'esprit du terrain (2016), Éloge des identités molles (2016), Socioanthropologie de la campagne maghrébine (2019), Devenir anthropologue chez soi (2022).

« Casa Street », première série marocaine produite pour la plateforme de streaming Shahid Original

Casa Street est la première série marocaine produite pour la plateforme de streaming Shahid Original.

Le casting de cette série produite par Perfect Productions et réalisée par Ali El Mejboud est composé de jeunes talents et de révélations tels que Salma Kamal, Amr Assil, Akram Souhail, accompagnés et soutenus par des comédiens confirmés : Rabii Skalli, Ouidad Elma, Meryem Zaimi, Anas Basboussi, Kaoutar Boudaraja, Raouia, Reda Alaoui, Mourad Hmimmou, Malik Akhmis, Faty Jamali, Abdeslam Bouhcini, Nabil Atif, Driss Diouri Ayad, Abdelilah Basboussi. Casa Street c'est l'histoire de trois enfants que le destin a réunis dans une incroyable aventure, après la découverte accidentelle d'un sac rempli d'argent !

Poursuivis par des personnes dangereuses, les trois héros vont vivre des aventures incroyables, entre danger, émotion, joie, larmes et tristesse. Feront-ils preuve d'héroïsme ou céderont-ils à la trahison ? Utiliseront-ils cet argent pour changer leur destin ? Casa Street est une aventure qui se déroule dans les rues de Casablanca. En revisitant les lieux emblématiques de la mégapole tels que la « Place Nevada », « Le Phare Al Ank », « L'hôtel Excelsior », les ruelles et les terrasses, mais aussi dans les lieux



contemporains de la ville sans oublier son littoral et ses pittoresques « mqilates ».

Casa Street est une histoire d'aujourd'hui, sans clichés. Une histoire dans laquelle les spectateurs auront de l'empathie pour les personnages et dans laquelle il y a des « bad guys » et de la rédemption.

Les trois jeunes héros, Nassim, Badr et Hamza vont être confrontés aux démons de la ville et seule, leur nouvelle amitié les aidera à surmonter ces nouveaux dangers.

Nassim, c'est la tendresse et la sensibilité, mais aussi la force. Nassim est une jeune fille qui décide de fuir de chez elle parce qu'elle n'y est pas heureuse. Elle préfère se réfugier dans l'obscurité de la ville. Sans en connaître les dangers.

Ce qui semble être une mauvaise idée va finir par devenir le début d'une nouvelle vie et le début de notre série.

Dans la rue, elle rencontrera Badr et Hamza, ses nouveaux compagnons d'aventures inséparables : deux personnages pleins de rêves. Pleins de lumières et d'ombres. Abandonnés et reniés par leurs familles, ils travaillent sous la protection et l'exploitation de Hamid. Le redoutable et mégalo Hamid. Casa Street est une série débordante d'humanité. Une série spectaculaire pleine de rebondissements. Sortie sur Shahid Original ce 25 janvier.

Deux films marocains bénéficient du soutien du Fonds de la Mer rouge

Un total de 36 films d'Arabie saoudite, de la région arabe et d'Afrique, dont deux marocains, ont reçu le soutien du « Fonds de la Mer rouge » pour les phases de production et de post-production au titre de l'année 2022, a annoncé le Fonds saoudien. Les œuvres cinématographiques subventionnées dans le cadre du troisième cycle de la phase de production comprennent notamment les deux films marocains « Moul Lkelb » (l'homme au chien), réalisé par Kamal Lazraq, et « Amina » de Nora El Hourch, a indiqué l'institution mercredi 18 janvier dans un communiqué. Elle a ajouté que parmi les films financés dans le cadre du quatrième cycle de la phase de la post-production figure « Backstage », une œuvre conjointe maroco-franco-belgo-



tunisienne réalisée par Afef Ben Mahmoud. Soulignant qu'il a reçu en 2022 le plus grand nombre de candidatures pour le cycle de financement de la production depuis son lancement, le fonds a noté que des comités spécialisés ont visionné plus de 150 œuvres, sélectionnant une liste de 53 films qui variaient entre fiction, documentaires, films d'animation, séries, courts métrages et films de réalité virtuelle.

Ainsi, 25 films ont été sélectionnés pour le financement de la production, dont deux films qui avaient reçu un soutien de la phase du développement du Fonds de la mer Rouge, à savoir « Captain Mbaye » réalisé par Joël Karekezi et « Aïsha » réalisé par Mehdi Barsaoui.

Quant au film « Yonan » d'Amir Fakhreddin, il a été choisi pour participer au « Projects Market » du Festival international du film de la Mer rouge.

Bachir Demnati expose ses œuvres à Tanger

L'artiste-peintre expose ses œuvres du 19 janvier au 10 mars 2023 à la galerie Delacroix de l'Institut français de Tanger.

Né en 1946 à Tanger, Demnati est membre fondateur du collectif Groupe de Casablanca qui réunit les plus grands noms de l'art contemporain.



Passionné par l'abstraction géométrique, Bachir Demnati renoue avec son talent et son énergie à créer à travers le pays et au-delà, marqué d'une inventivité renouvelée dans la recherche des nuances, des formes et des techniques. A travers l'exubérance de structures et de couleurs, Demnati renaît des braises qui ne se sont, en vérité, jamais éteintes.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Survit grâce au ketchup

C'est une histoire invraisemblable qui, fort heureusement, se termine bien. Un Dominicain, prénommé Elvis François, a bien cru qu'il ne rentrerait jamais chez lui. Naufragé en mer des Caraïbes, il a réussi à survivre seul 24 jours en se nourrissant uniquement... de ketchup ! Après plus de trois semaines de galère, il a finalement été sauvé dans les eaux colombiennes, a fait savoir l'autorité navale de ce pays. « Je n'avais rien à manger, juste une bouteille de ketchup, de la poudre d'ail et des Maggi (cubes de bouillon). J'ai tout mélangé avec de l'eau pour survivre pendant environ 24 jours », a raconté le miraculé dans une vidéo publiée par la marine colombienne. Le rescapé avait écrit le mot « help » sur la coque de son voilier, sur lequel il a été retrouvé à 120 miles nautiques (environ 220 km) au nord-ouest de Puerto Bolivar, dans le département septentrional de la Guajira. « Le 15 janvier, j'ai vu passer un avion. J'avais un miroir et j'ai commencé à envoyer des signaux » avec la réflexion du soleil, « quand je l'ai vu passer deux fois, j'ai compris qu'ils m'avaient vu », explique-t-il. La marine colombienne est rapidement venue lui porter secours avec le soutien d'un navire marchand. En décembre, alors que cet habitant de la Dominique réparait un voilier en face d'un port de Saint-Martin, une île du nord-est des Antilles, il a été « emporté vers le large » en raison de mauvaises conditions météorologiques, selon un communiqué de la marine. « Sans aucune connaissance de la navigation, il était perdu et désorienté en mer, ses efforts pour manœuvrer le navire et les équipements à bord n'ont servi à rien », ajoute la même source.

Des cambrioleurs généreux

Vendredi 13 janvier, les policiers antibois (Alpes-Maritimes, France) ont été appelés suite au déclenchement d'une alarme, rapporte Nice Matin. Vers 21 h 30, un couple, propriétaire d'une villa à Antibes, signale une effraction en cours. Tous deux sont absents de chez eux, mais ils viennent de recevoir une notification les avertissant du déclenchement de l'alarme. Mieux, les images de la caméra de vidéoprotection consultables depuis leur téléphone, montrent deux individus cagoulés dans la maison. Deux patrouilles se rendent rapidement sur place. Dans la villa, tout a été mis sens dessus dessous. Les policiers entendent du bruit et se retrouvent face à face avec les malfrats, surpris en flagrant délit. L'un des cambrioleurs est en possession de cocaïne, qui, selon lui, a été retrouvée dans la villa. Le second, tente de soudoyer les policiers : il leur offre 50 000 € s'ils les laissent partir. Le "deal" ayant été décliné, l'un des deux voleurs feindra ensuite un malaise. Par précaution, il sera emmené à l'hôpital où il tentera de s'enfuir, sans succès. Placé en garde à vue, le duo a reconnu les faits de cambriolage. Déjà connus des services de police pour des faits similaires, les deux individus ont été placés en détention. Les policiers espèrent ainsi avoir élucidé la série de cambriolages en cours depuis quelques jours à Antibes.

Vendredi 13 faste

Le vendredi 13 porte-t-il chance ou malchance ? Pour un Américain, habitant du Maine, c'est la première option qui s'est vérifiée. Le chanceux a remporté 1,35 milliard de dollars, soit 1,244 milliard d'euros à la loterie américaine, en achetant un ticket qu'à deux dollars, rapporte Le Parisien daté du 14 janvier. Il ne s'agit pas d'un record pour autant. Cela faisait trois mois et 25 tirages consécutifs que le pactole n'était pas tombé. Pour l'emporter, le gagnant devait trouver cinq bons numéros distincts entre 1 et 70, ainsi qu'une "Mega Ball" entre 1 et 25. La probabilité de décrocher le gros lot n'était que d'une sur 302,6 millions. Finalement en jouant les numéros 30, 43, 45, 46 et 61, la Mega Ball 14, le ou la Mainois(e) a vu sa vie basculer. L'identité de la personne n'est pas encore connue. Mais cette dernière devra soit accepter une rente annuelle sur 29 ans pour recevoir l'ensemble des 1,244 milliard d'euros, soit toucher 668 millions d'euros en une seule fois.



Rigolard



*Un chien et un crocodile se disputent

Au cours de la dispute, le chien traite le crocodile de sac à main. Le crocodile rétorque en traitant le chien de sac à puces.

*Les chercheurs ont des trous de mémoire. Pourquoi?

Ils se creusent trop la tête.

*Toto et son enseignante

L'enseignante de toto lui demande :

- Toto, y a-t-il des personnes qui vivent la lune?

Toto répond :

-Oui, puisqu'elle est toujours allumée.

*Les ampoules ont une santé fragile et une durée de vie assez courte.

Parce que leur vie ne tient qu'à un fil.

*Pourquoi les vaches gardent les yeux fermés au cours de la traite de leur lait?

Afin de faire du lait concentré.

*Toto rentre de l'école, pensif. Sa maman lui demande :

- "Par quoi es-tu préoccupé, Toto ?

- J'étais en train de me dire que j'aurais préféré vivre au Moyen-Âge."

La maman de Toto est intriguée :

- "Pourquoi dis-tu ça ?

- Parce que j'aurais eu moins de leçons d'histoire à apprendre !"

*La maîtresse demande à la classe de Toto :

"Qui peut me dire pourquoi les trois petits cochons voulaient se faire construire une

maison ?

Lulu, le copain de Toto lève la main et dit :

- Moi je sais ! Ils avaient trop mangé, étaient trop gros et ils ont dû reconstruire leurs maisons pour y rentrer !

- Mais non, reprend la maîtresse, c'est parce qu'il avaient peur de se faire manger par le loup ! Et toi Toto, tu sais bien que le premier petit cochon a rencontré un agriculteur et lui a demandé de la paille pour construire sa maison ? Peux-tu me dire ce que ce monsieur lui a répondu ?

Toto réfléchit un instant et annonce tout fier :

- Il a dit "Oh chouette, un cochon qui parle!"

*Un gars passe en jugement en correctionnelle car il est accusé d'avoir volé une BMW. Après la plaidoirie de l'avocat, le juge décide d'acquitter le gars, et il quitte le tribunal libre. Le lendemain, le même gars se représente devant le juge et lui dit :

- Votre honneur, je voudrais déposer plainte contre ce vaurien d'avocat!

- Et pourquoi donc? Il vous a obtenu un acquittement pourtant?! Pourquoi voulez-vous qu'on l'arrête?

- C'est que, je n'avais pas assez d'argent pour le payer... alors il est parti avec la voiture que j'avais volée.

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





**J'accomplis mon devoir national
et je profite de réelles opportunités**



Inscriptions ouvertes jusqu'au 25 février 2023, pour les jeunes de 19 à 25 ans

www.tajnid.ma